



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des
populations**

Arrêté préfectoral du..... **09 JAN, 2023**
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
SARL LE COENT Kévin à Saint Gilles Pligeaux

Le préfet des Côtes d'Armor
chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane Rouvé, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de Monsieur David Cochu, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2022-22-0016 relative au projet de construction de 12 abris à volailles avec panneaux photovoltaïques sur le territoire de la commune de Saint Gilles Pligeaux, au lieu-dit « Mézeline » présentée par la SARL LE COENT Kévin, reçue le 29 juin 2022 et considérée complète le 14 juillet 2022 et les plans joints ;

Considérant que le projet consiste à implanter au sein de 6,9 hectares de parcours d'un élevage de poules pondeuses , exploité par la SARL LE COENT Kevin et relevant du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

(ICPE), 12 ombrières photovoltaïques de 272 m² chacune, soit au total 3264 m² de panneaux photovoltaïques pour une puissance installée de 600 kWc totale;

Considérant que le projet n'intercepte aucun zonage d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

Considérant que la surface couverte par les ombrières représente 4,7% de la surface du parcours d'élevage concerné ;

Considérant que selon les indications fournies par le dossier, l'installation des ombrières est favorable au bien-être animal des volailles en favorisant une plus grande mobilité des volailles au sein du parcours ;

Considérant que le projet se situe à distance des tiers et cours d'eau ;

Considérant que le parcours herbeux sera arboré et maintenu en bon état;

Considérant que les eaux de pluie reçues par les ombrières seront gérées (diffusion diffuse et gouttière avec puits « perdu » d'infiltration ;

Considérant que les ombrières, d'une puissance totale installée de 600 kW crête et prévues pour une durée de 30 ans, produiront une énergie électrique locale décarbonée;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive 2011/92/UE du parlement Européen et ne justifie pas la réalisation d'une nouvelle évaluation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1 :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de construction de 28 ombrières au sein du parcours d'élevage de volailles en plein air, au nom de la **SARL LE COENT Kevin**, au lieu dit « Mezeline » 22 480 SAINT-GILLES-PLIGEAUX est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière des milieux.

Article 3 :

Cette décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à M. le préfet des Côtes d'Armor à la direction départementale de la protection des populations au 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan et formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

Article 5 : Affichage

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture des Côtes d'Armor et transmis pour conservation au pétitionnaire.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le **09 JAN, 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU